

Développement économique

Une voix: C'est la même chose pour Drummondville.

M. Horner: En effet, c'est la même chose pour Drummondville et de nombreuses autres localités au Canada.

Il y a quelques semaines, j'ai parlé d'une étude bien documentée réalisée par mon ministère sur les industries de fabrication au Canada. J'ai été accusé par le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), qui s'est mis à lire un certain nombre de coupures de journaux, d'avoir en fait induit en erreur la Chambre et le pays en rapportant des données pourtant exactes concernant nos exportations et nos importations. Ainsi que je l'ai dit aujourd'hui au cours de la période des questions, cette étude démontre qu'en 1977, nous avons exporté vingt fois plus de produits finis que nous ne l'avions fait en 1960.

Considérons donc notre situation au chapitre des importations de produits finis. La quantité de produits finis importés en 1977 par rapport à 1966 n'a augmenté que de cinq fois. On peut se rendre compte facilement que cet écart se rétrécit. Il ne se rétrécit peut-être pas aussi rapidement que nous le souhaiterions, mais comme nous sommes une nation commerçante, comme je l'ai dit hier soir, nous dépendons de ces échanges, et si nous voulons pouvoir vendre nos propres produits, nous devons accepter ceux des autres pays.

Naturellement, il faut faire face à la concurrence existante. Hier soir, j'ai mentionné quelques mesures que nous sommes en train de prendre pour encourager l'industrie canadienne, pour la mettre mieux en mesure de faire face à cette concurrence. Si le *Citizen* d'Ottawa, le *Star* de Toronto et le Conseil des sciences du Canada pensent que j'ai maquillé la vérité, qu'ils examinent ce document et qu'ils me prouvent en quoi je l'ai fait.

Pour moi, il est certain que le Canada s'est grandement développé. Nous exportons autant aujourd'hui en 33 jours qu'en une année entière de 1960 et de 1961. Cela fait voir la taille que nous avons prise parmi les nations industrielles. Tous les 33 jours, nous exportons autant qu'en 1960 et 1961. Nous sommes devenus une énorme puissance industrielle. En fait, un représentant commercial d'URSS m'a dit que nous sommes la sixième puissance industrielle du monde.

Pour faire face à cette concurrence, on peut prévoir que, dans les années 80, le président du nouveau Conseil économique, avec les pouvoirs nouveaux dont il dispose, va grandement aider le pays, qu'il accordera une attention plus grande à l'industrie de façon à ce que nous puissions mieux la servir.

Les députés de l'opposition devraient examiner nos statistiques commerciales. Comme je l'ai dit à la Chambre à plusieurs reprises, les céréales représentaient en 1961 22 p. 100 environ de nos exportations. Aujourd'hui, elles n'en représentent plus que 8 ou 9 p. 100. On pensera, bien sûr, que les ventes de céréales ont baissé, que nous vendons moins de grain qu'avant, mais c'est faux. A la fin des années 50 et au début des années 60, nous exportions dans les 340 millions de boisseaux de grain chaque année. A la fin des années 60, le chiffre était passé à 440 millions. Au début des années 70, il a atteint les 660 millions, et depuis quelques années, c'est 700 millions de boisseaux de grain que nous expédions.

Nos exportations de produits finis ont augmenté considérablement. Si l'on examine la période correspondante, on constate qu'en 1960 et 1961, les produits finis représentaient 8.8 p. 100 de notre commerce, alors que les voitures en constituaient

4 p. 100, soit près de la moitié du premier pourcentage. Aujourd'hui, les produits finis représentent 34.7 p. 100 et les voitures, 23 p. 100. J'ai par ailleurs déjà signalé à la Chambre que notre déficit au titre des voitures, des camions et des pièces sera beaucoup moins élevé cette année.

En fait, si l'on s'en tient au volume des exportations, sans tenir compte de leur valeur en dollars, on constate que le volume, pour cette année, a augmenté d'environ 8 p. 100. Notre volume d'importations, abstraction faite, là encore, de la valeur en dollars, tombera presque à zéro. Cela vous donne une idée de ce qui se passe réellement dans le pays. Nous faisons face à la concurrence internationale et nous importons certes moins que nous n'exportons.

A mon avis, le Canada a les ressources nécessaires pour soutenir la concurrence au cours de la prochaine décennie. Je suis convaincu que cette initiative du gouvernement en vue de coordonner les programmes économiques de divers ministères et de garantir à notre industrie toute l'aide nécessaire pour relever ce défi est un pas dans la bonne voie. Le ministère de l'Industrie et du Commerce travaillera de concert avec le président du Conseil ministériel de l'expansion économique, et je suis certain que ce sera pour le plus grand bien de la grande nation industrielle que nous sommes.

● (1222)

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) nous a fait un discours étonnant.

M. Horner: Merci du compliment.

M. Andre: Le terme «étonnant» n'était pas du tout un compliment. Pendant 15 minutes, le ministre a débité des sornettes, qui, si elles étaient vraies, signifieraient que le Canada n'a pas de chômage, a un taux d'inflation de 2 p. 100 et la meilleure économie au monde.

J'ai écouté ou lu très attentivement les discours qui ont été faits dans ce débat pour essayer de me renseigner au sujet de ce nouveau superministère. Le public a réagi en posant des questions en guise de commentaires à propos de ce nouveau conseil. Le *Citizen* d'Ottawa a résumé l'affaire dans son éditorial du 25 novembre en disant:

La question est: pourquoi a-t-il fallu prendre cette mesure administrative, ces ministres ne se parlaient-ils pas? Les membres du cabinet ne savaient-ils pas ce que les autres faisaient?

J'aimerais savoir ce que le nouveau conseil ferait de nouveau, les services déjà existants qui aurait été négligé par ces services déjà existants ont-ils échoué et, dans l'affirmative, pourquoi? A quoi bon alors, les garder en place? D'autre part, s'ils se sont bien acquittés de leur tâche, pourquoi créer le nouveau superministère? J'ai lu très attentivement ce que le premier ministre (M. Trudeau) a dit de cette question pour voir ce que ferait ce conseil. Ce que j'ai lu était la sorte de commentaire partial et général, qu'on entend habituellement au moment du budget, suivi de platitudes qui ne disaient pas grand-chose. Dans la mesure où il renfermait quelque chose de nouveau, le discours disait que certaines responsabilités qui sont du ressort des ministères actuels seraient transférées au nouveau conseil. Le premier ministre a dit, comme en fait foi la page 2093 du *hansard*: